

**Syndicat Mixte
Agence Landaise
Pour l'Informatique**

RAPPORT D'ACTIVITES ANNEE 2010

1- Situation administrative du Syndicat Mixte ALPI :

Le Syndicat Mixte a été créé par arrêté de M. le Préfet des Landes en date du 31/12/2003. Il comprend au 31/12/2010, 520 collectivités landaises dont :

- 316 Communes
- 25 Communautés de communes dont deux Communautés d'Agglomération
- Des établissements publics locaux et départementaux : CCAS/CIAS/Maisons de retraite/SIVOM/SIVU/SIETOM/SICTOM/ASA
- Le Conseil Général des Landes
- La Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers des Landes
- L'Office Public de l'Habitat, le Centre de Gestion, le Centre Hospitalier de Dax, l'ADACL, le SDIS, le SYDEC, le Conservatoire des Landes...

Une Assemblée Générale a eu lieu le 31/05/2010, ainsi que quatre réunions du Comité Syndical au cours desquelles 48 délibérations ont été prises.

Le Comité Syndical comprend 22 membres (doit être renouvelé en 2011) :

Représentants du Conseil Général des Landes : (délibération du Conseil Général des Landes en date du 20 mars 2008)

- Henri EMMANUELLI, conseiller général du canton de Mugron
- Pierre DUFOURCQ, conseiller général du canton de Grenade-sur-l'Adour
- Xavier FORTINON, conseiller général du canton de Mimizan
- Jean-Louis PEDEUBOY, conseiller général du canton de Sabres
- Bernard SUBSOL, conseiller général du canton de Tartas ouest

Représentants des communes :

- Jean-Jacques CARRAU, maire de Tilh
- Yves GUEDO, maire de Sainte-Eulalie-en-Born
- Geneviève FRADIN, maire d'Aubagnan
- Serge GLEYZE, maire de Sarbazan
- Christian JAVEL, maire d'Onesse-et-Laharie
- Roselyne LACOUTURE, maire de Bas-Mauco
- Jacques LAMOTHE, maire de Saint-Paul-en-Born
- Christian NOLIBOIS, maire de Campagne
- Bertrand PUYO, maire de Lit-et-Mixe
- Marie-Pierre SENLECQUE, maire de Le Sen

Représentants des Communautés de communes :

- Stéphane MAUCLAIR, représentant la Communauté d'agglomération du Grand Dax
- François GUILLOT, représentant la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud
- Sabine LACAULE, représentant la Communauté de communes de Montfort-en-Chalosse

Représentants des établissements publics locaux, départementaux ou autres :

- Pierre CERAN, représentant le CCAS de Soustons
- Jean-Claude DEYRES, représentant le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes
- Jean-Marie SAUBANERE, représentant le CIAS du pays tarusate
- François SALLIBARTAN, représentant l'Agence départementale d'aide aux collectivités locales

L'organigramme de l'ALPI est le suivant :

Président : Henri EMMANUELLI, Président du Conseil Général

1^{er} Vice-président : Xavier FORTINON, Conseiller Général de Mimizan

2^{ème} Vice-président : Pierre DUFOURCQ, Maire et Conseiller Général de Grenade sur l'Adour

3^{ème} Vice-président : Jean-Jacques CARRAU, Maire de Tilh

Directeur : Renaud LAGRAVE

Service administratif, juridique et financier :

Budget, administration générale	Marcelle DESSA
Paye, comptabilité	Maryse GOYENETCHE
Marchés publics, délibérations	Pascale SERE
Fonds européens et suivi des AMIS	Elodie PIZET
Secrétariat	Lise MARUNE
Secrétariat	Catherine MIREMONT
Accueil de la Maison des Communes	Pascale DAUGREILH

Service assistance logiciels :

Responsable du service Béatrice TAILLE
Adjointe au responsable Florence REVELLY
Nabila EL HOSSINI
Mélanie COIFFARD
Jean-François CABANNES
Cyril DESGROISILLES
René GUILHEMSANG

Service assistance matériel :

Responsable du service Denis SAINT-LEZER
Adjoint au responsable Jean-Sébastien BONNIN
Guillaume BOUGUE
Mickaël BOUDAUD
Sylvain ETCHEGARAY
Olivier DUPLÉ
Xavier LARREZET

Service formation:

Responsable du service Laurent LABADIE
Sandrine DEVIGE
Frédéric ESTIVALS

Service internet :

Responsable du service Denis BREVET
Christelle LARA
Damien GUIRLES

Service extranet départemental :

Responsable du service Didier ROBINO
Karène BASSOMPIERRE

Service Administration électronique :

Responsable du service Guillaume BOULOM

2. Point sur les attributions de l'ALPI :

1. Attributions obligatoires :

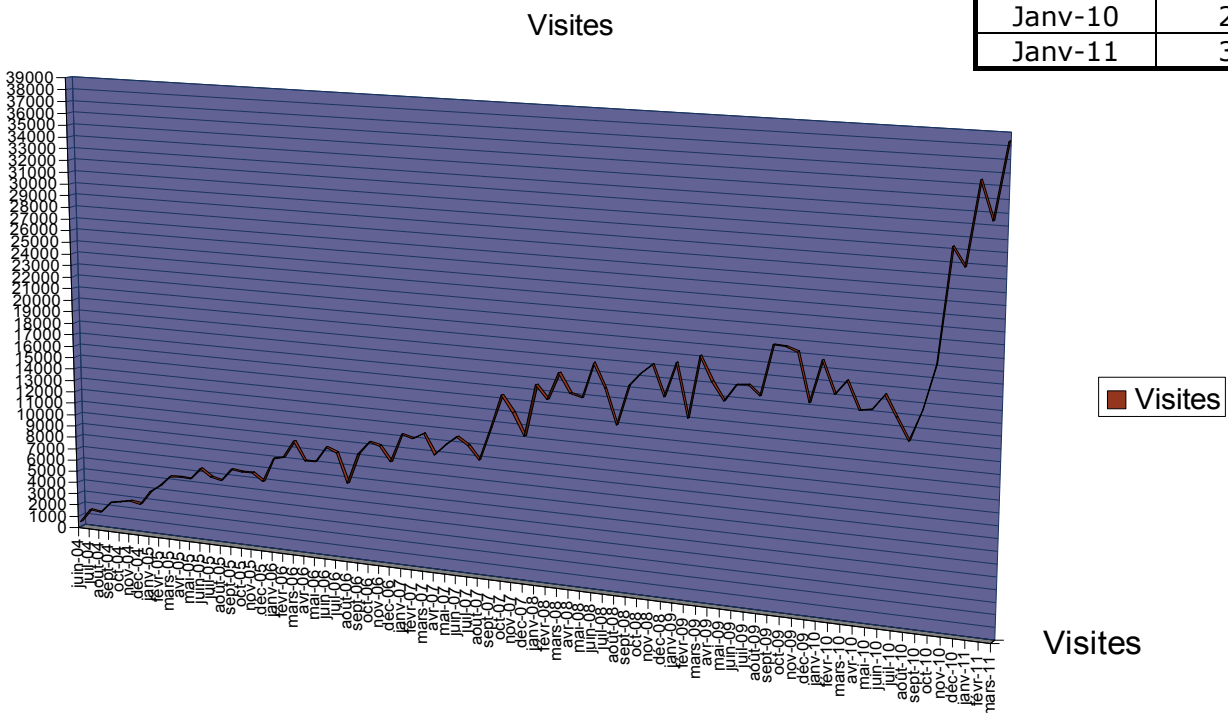
Deux attributions sont obligatoires dans le cadre de l'adhésion à l'ALPI : l'extranet départemental et la formation.

Service Extranet Départemental :

1 – La fréquentation

Jamais LandesPublic n'a connu un tel engouement, comme en témoignent les chiffres : la plateforme reçoit désormais près de 40 000 visites par mois. Par ailleurs, on note l'intérêt des internautes pour de nombreux documents didactiques, dont certains ont été téléchargés plus de 3500 fois. LandesPublic compte aujourd'hui près de 6000 articles, et plus de 3200 comptes de connexion ...

Mois - Année	Visites
janv-05	3861
janv-06	7990
janv-07	11282
janv-08	16563
janv-09	19460
Janv-10	20714
Janv-11	35434



2 – Le support vidéo

Grâce au savoir-faire de notre rédactrice en chef, Karène Bassompierre, Landespublic propose désormais un grand nombre de reportages, qui recueillent de plus en plus de suffrages de la part des collectivités, mais aussi du grand public. N'hésitez pas à nous contacter si votre commune mène un projet important, sur lequel vous souhaitez communiquer, la WebTV de Landespublic est à votre disposition...

3 - Les partenaires

- L'intranet du Sdis est aujourd'hui totalement opérationnel, tout en continuant d'évoluer. Nous en assurons le suivi technique régulier.
- La section pour le compte de l'Office Public de l'Habitat, est sur le point d'être mise en ligne, elle comportera notamment les informations géo localisées du patrimoine immobilier OPH, ce qui représente environ 330 fiches descriptives...

4 – Nouveautés

- Le cahier des charges devant mener à la refonte de Landespublic est achevé. Le site devrait donc subir une mutation de ses fonctionnalités au début de l'année 2012. Il bénéficiera en particulier d'outils renouvelés et d'une meilleure ergonomie : nouveau moteur de recherche, meilleure accessibilité, support des réseaux sociaux, nouveau webmail, et bien d'autres évolutions encore...
- La WebTV de Landespublic est sur le point de connaître une mutation technologique importante : nous avons investi dans une plateforme de « streaming » hébergée dans notre salle blanche. L'accès et la lecture de nos reportages vidéos devraient être encore plus aisés !

5 – Formation

- Nous avons dispensé cette année une formation de rédacteur Landespublic à l'Office Public de l'Habitat.
- La même formation a été suivie par une vingtaine d'agents du SDIS.

6- Autres activités

- Les agents du service Landespublic ont contribué à l'organisation de la manifestation prévue à l'occasion des 25 ans de l'ALPI.
- Karène Bassompierre a été chargée de l'élaboration de la nouvelle lettre d'information de l'ALPI.

Service Formation :

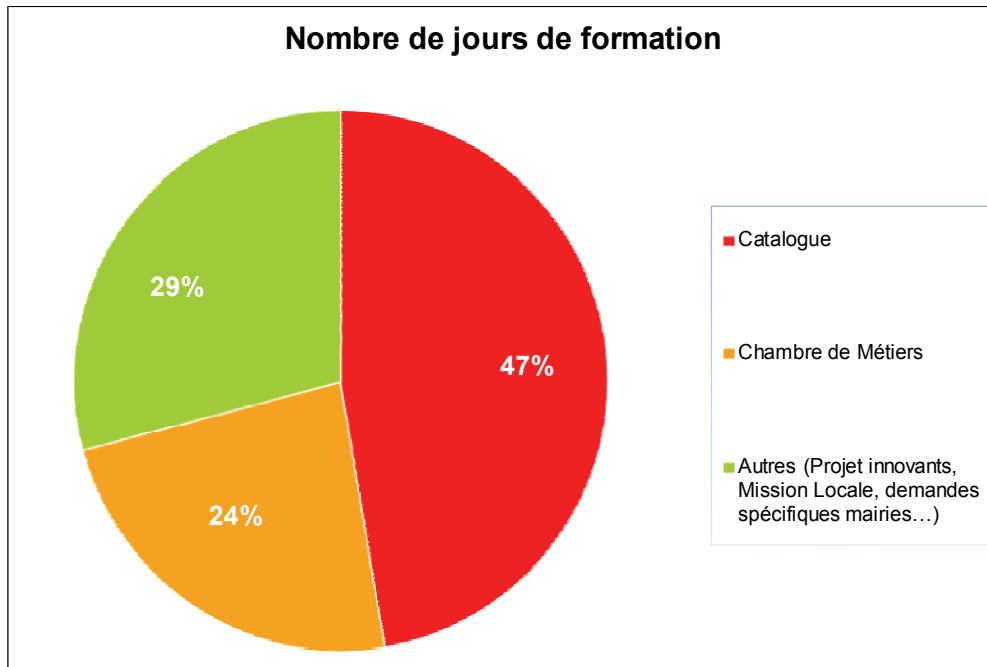
Le service formation a continué son travail en direction des collectivités et des partenaires traditionnels comme la Chambre de Métiers ou le Conseil Régional. Il aura proposé cette année :

230 sessions soit 450 jours de formation pour environ 2400 stagiaires.

Dont :

- **136 sessions soit 213 jours dans le cadre du catalogue** mis en ligne dès le début de l'année sur l'extranet départemental, soit près de 1280 stagiaires
- **48 sessions de formation, soit 106 jours**, pour près de 650 stagiaires, pour la **Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Landes.**

- **7 sessions soit 70 jours**, pour près de 60 stagiaires, dans le cadre de la convention sur les projets innovants pour les **demandeurs d'emploi** avec le Conseil Régional d'Aquitaine.
- **39 sessions soit 39 jours**, pour près de 410 stagiaires, pour des demandes en formations spécifiques.



A noter que les communes de Dax, Soustons, et Sanguinet, puis le Centre de gestion des Landes, le Conseil général des Landes, la Mission locale des Landes, la Communauté de communes du Grand Dax et la Communauté de communes de Marenne Adour Côte-Sud ont organisé des stages intra collectivité pour leurs besoins propres.

Départ de Marie CALONGE au mois de décembre remplacée par Sandrine DEVIGE ; et renfort temporaire pour quelques mois d'Odile BENETEAU pour pallier aux forts besoins en formations provenant essentiellement de la commune de Dax (30 sessions) et du Conseil général des Landes (40 sessions). Ces formations portaient toutes sur la **suite bureautique libre Open Office**.

De plus l'ALPI a finalisé la **mise en place de la nouvelle application de gestion des stages** (en ligne depuis février 2011) qui permet de :

- supprimer les ressaisies, afin de faciliter la gestion et éviter les erreurs éventuelles
- obtenir une visualisation des plannings plus claire
- automatiser la gestion des ressources en fonction des formations
- faciliter l'accès aux adhérents

Il est rappelé que les formations sont illimitées et accessibles à l'ensemble des agents, quel que soit leurs statuts mais aussi aux élus. A noter que de plus en plus de collectivités importantes en nombre d'agents, utilisent ce service de l'ALPI pour procéder à des mises à jour de connaissances dans le cadre de formations élaborées avec elles.

2. Attributions facultatives :

Service Assistance matériel :

Durant l'année 2010 le service maintenance aura répondu à 2370 appels, le tableau qui suit montre le détail des interventions.

Thème	Nombre	%
ECRAN	50	2.11 %
IMPRIMANTE	227	9.58 %
INTERNET	399	16.84 %
UNITE CENTRALE	664	28.02 %
SERVEUR	171	7.22 %
PERIPHERIQUE	69	2.91 %
INSTALLATION	182	7.68 %
PROBLEMES LOGICIELS	333	14.05 %
RESEAUX	107	4.51 %
AUDIT	6	0.25 %
Renseignements propositions	75	3.16 %
<i>Sans affectation particulière</i>	87	3.67 %
Total	2370	100.00 %

S'ajoutent à ces interventions celles du conseil général qui sont au nombre de 658, pour l'année 2010.

Le déploiement du Pack sécurité suit son cours, et à ce jour nous en sommes à 745 licences déployées, et ce malgré des problèmes d'obtention de licences, dûes à l'éditeur du logiciel antivirus.

Le serveur de messagerie est déployé, et sera opérationnel pour mi avril 2011.

La virtualisation des serveurs de l'ALPI est maintenant clôturée. Au total 30 serveurs ont été concernés.

Le déploiement d'applications dites full web est en cours afin de faciliter l'accès aux logiciels métiers pour nos adhérents.

L'exploitation de notre liaison fibre entre l'ALPI et le CG est opérationnelle, et permet la mise en place d'un backup de secours pour notre plateforme d'archivage électronique.

Notre réseau de visioconférence sur le département est arrivé à terme, l'ensemble des caméras a été installé et relié à notre pont de conférence.

Service Assistance Logiciels :

Durant l'année 2010, le service logiciels aura répondu à 4961 appels qui se décomposent comme suit :

Comparatif 2009-2010

Logiciel	Année 2009	Année 2010	Comparatif
Nemausic finances	145 (2,70%)	3 (0,06%)	<input type="checkbox"/>
AFI paie/GRH/dads U	1806 (34,00%)	1421 (28,64%)	<input type="checkbox"/>
JVS élection/état civil/factu	568 (10,7%)	556 (11,21%)	<input type="checkbox"/>
APOLOGIC (aide sociale)	391 (7,30%)	390 (7,86%)	<input type="checkbox"/>
DOMATEL (télégestion)	7 (0,10%)	11 (0,22%)	<input type="checkbox"/>
ABELIUM (gestion des familles)	569 (10,70%)	608 (12,26%)	<input type="checkbox"/>
CIRIL (finances)	414 (7,80%)	413 (8,32%)	<input type="checkbox"/>
COSOLUCE comptabilité / élection	1377 (25,90%)	1461 (29,45%)	<input type="checkbox"/>
APPIA (urbanisme)	16 (0,20%)	37 (0,75%)	<input type="checkbox"/>
C3RB (bibliothèque)		5 (0,10%)	
sans affectation	51 (0,60%)	56 (1,13%)	
	5328	4961	<input type="checkbox"/>

La baisse significative des appels de paie est due aux formations collectives mises en place cette année par le service.

Les problèmes techniques liés au logiciel de télégestion DOMATEL ont été résolus. Du coup les collectivités qui ont acquis la licence l'utilisent.

Les logiciels ayant un nombre croissant d'appels sont liés à de nouvelles adhésions (urbanisme, aide aux familles, aide sociale).

Liste des logiciels maintenus :

Éditeur	Logiciel
COSOLUCE	Comptabilité moins de 3500 habitants
	Élection
CIRIL	Comptabilité plus de 3500 habitants
AFI	Paie / DADS U
	Gestion des Ressources humaines
JVS	Etat Civil
	Petite facturation
	Facturation de l'eau
	Gestion des cimetières
APOLOGIC	Gestion du planning des agents sociaux
	Facturation des prestations

	Paie mandataire
	Gestion des soins à domicile
	Portage des repas
	Télégestion
ABELIUM	ALSH/Périscolaire
	Crèche
	Restauration scolaire
	Inscription scolaire
	Relais d'assistantes maternelles
	Facturation
OPERYS (APPIA)	Gestion des droits des sols
C3RB	Gestion des bibliothèques

En début d'année et à la demande du Conseil Général et de quelques communes, l'ALPI a lancé un appel d'offre sur la gestion des bibliothèques - médiathèques. Celui-ci a été divisé en 3 lots : gestion de la médiathèque départementale, gestion des bibliothèques - médiathèques communales ou intercommunales et mise en place d'un portail départemental de lecture publique. Les 3 lots ont été attribués à la société C3RB.

La MDL utilise depuis septembre 2010 le logiciel et depuis mi-décembre, les médiathèques de Léon et de Tosse en sont aussi équipées.

La migration vers le nouveau logiciel d'élection Electra a été achevée dans le courant du 1er trimestre 2010.

Après de nombreuses difficultés avec le logiciel d'état civil HOL de JVS, nous avons pu enfin nous lancer dans la migration.

Service Assistance Internet, Webpublic40 :

Mise en place, au début de l'année 2006 par le service Internet, l'activité de Webpublic40, est une solution de création et de gestion de sites web dont le rythme de progression ne faiblit pas.

Adhérents

Aujourd'hui, le cap des 100 est franchi, 106 collectivités sont adhérentes au service (soit 23 de plus qu'en 2009), 58 sites sont en ligne, 35 sont en cours de développement (mise en ligne programmée en 2011), 13 sont à venir.

Ce bond en avant s'explique en partie par l'adhésion des 13 communes membres du Pays Tarusate.

Les adhérents se répartissent ainsi :

- 74 communes
- 12 Communautés de Communes
- 8 syndicats mixtes et GIP
- 12 divers (associations, centre hospitalier, lycée...)

Nouveaux adhérents cette année :

Arue
Foyer Majouraou
Fédération de pêche
MODEF des Landes
Labouheyre
Pays Morcenais
Audon
Bégaar
Beylongue
Boos
Carcen-Ponson
Gouts
Lamothe
Le Leuy
Lesgor
Meilhan
Rion
Saint Yagen
Souprosse
Tartas
Villenave
Laluque
Pouillon
Habas

Refonte de sites et migration

Entamée l'an passé, nous poursuivons la migration et la mise à jour de nos premiers sites. Cette année 9 sites ont été concernés.

- Tilh,
- cc de la Haute Lande,
- cc de Montfort en Chalosse,
- cc du Pays de Roquefort,
- cc du Gabardan,
- Réserve du courant d'Huchet,
- Pays des Landes de Gascogne,
- Pays Tarusate,
- Plan Départemental de Prévention des Déchets (cg40)

Cette opération consiste au changement de serveur, à une mise à jour logicielle majeure, qui s'accompagne en outre d'une refonte graphique importante.

Label et distinctions

Il est à noter que les sites conçus par l'ALPI ont été distingués lors de l'enquête qualité conduite par l'AEC. Les 2 premières communes dans leurs catégories respectives sont Sanguinet (Aquitaine) pour les communes de 2000 à 10000 habitants et Saubion (Landes) pour les communes de moins de 2000. D'autre part le site de la ville d'Aire sur l'Adour s'est vu décerner 2 arobas pour sa première participation au label ville Internet.

L'ALPI a pris en charge les frais d'inscription au label ville internet 2011 pour l'ensemble des sites des communes adhérentes au service.

Extranet et Intranet

La demande d'extranet ou/et d'intranet émanant des "grosses" collectivités nous à conduit à faire voter une participation additionnelle lors du dernier comité syndical. En effet, leur réalisation est comparable à la création d'un site Internet.

Télé services :

Travail d'information et de support auprès de nos adhérents sur les télé-services mis en œuvre par la DILA. Intégration sur les sites des contenus liés à ces télé-services.

Assistance et support

Les demandes d'assistance et de supports courants s'amplifient au rythme du nombre de nos sites en ligne.

Installation de la nouvelle vocalisation.

Poursuite de la simplification des outils d'administration, amélioration de l'interface d'administration développée l'an dernier.

Développement d'outils spécifiques sur le projet de portail communautaire du Pays Tarusate (Agenda, annuaire associatif, annuaire des artisans...).

Projet et dossiers en cours

Médiathèque : Intégration sur les sites de nos adhérents d'un module d'identification avec possibilité d'accès à la liste des ouvrages en collaboration avec le logiciel de bibliothèque et médiathèque distribué par l'ALPI.

TIPI : Intégration d'un module de Paiement en ligne : TIPI (Titre Payable par Internet) en liaison avec la Trésorerie Générale.

Version Smartphone : Etude d'une version pour Smartphones des sites de nos adhérents.

Site webpublic40.org : Nouvelle version du site Webpublic40.org en cours, avec espace adhérents renforcé et développement de tutoriaux.

Co-marquage : Réactivation du co-marquage avec nos partenaires (Chambre de métiers, Chambre de Commerce et CDT). Signature d'une convention avec Vie-Public.fr en vue d'intégration de contenus.

Service administration électronique :

1-Dématérialisation des marchés publics :

Dès sa mise en ligne de nombreuses collectivités ont souhaité utiliser les services innovants de cette plateforme, comme le Conseil Général des Landes, l'OPH des Landes, le SYDEC, le SDIS, les Mairies de Mont-de-Marsan, Saint-Paul-lès-Dax, Tarnos, Saint-Pierre-du-Mont, les Communautés d'Agglomération du Marsan et du Grand Dax, l'Hôpital de DAX.

Voici les principaux chiffres à retenir pour l'année 2010 :

Nombre de collectivités adhérentes :	350
Nombre de comptes créés :	1195
Nombre de DCE téléchargés :	35 790

Nombre de réponses électroniques :	413
Nombre d'entreprises enregistrées	5 638
Nombre d'entreprises enregistrées hors France	51
Nombre de procédures publiées	2 368
Nombre d'avis d'attribution	336
Nombre de DCE en ligne	1 878

En 2010, pour se conformer au code des marchés publics, les dossiers de consultation des entreprises (DCE) peuvent dorénavant être obtenus de façon anonyme par les entreprises. Elles n'ont plus l'obligation de laisser leurs coordonnées donc elles ne sont plus comptabilisées dans les statistiques de téléchargement.

Malgré cette disposition, le nombre de téléchargements reste élevé et supérieur à l'année 2009.

La plateforme dispose maintenant des connecteurs avec les logiciels métiers de gestion des marchés publics : AGYSOFT, SIS MARCHE.

2-Dématérialisation du contrôle de légalité (ACTES) :

Dans le cadre de l'Administration électronique, les services de l'Etat, notamment le Ministère de l'Intérieur, ont mis en place un programme dénommé ACTES, qui vise à dématérialiser les actes soumis au contrôle de légalité. Dans le même esprit que pour les autres plateformes, l'ALPI a procédé à un appel d'offre afin d'être homologuée comme Tiers de télétransmission (homologation de Landespublic par le Ministère de l'Intérieur validée en Novembre 2007), mais aussi pour être Autorité Déléguée d'Enregistrement pour les certificats électroniques.

En 2010, on dénombre 107 collectivités utilisatrices de la plateforme soit près du double de collectivités par rapport à 2009.

Voici les statistiques depuis la mise en place de la plateforme :

- Nombre d'enveloppes transmises au Ministère de l'Intérieur : 11 831
- Volume des enveloppes postées : 6 189 891 172 octets (environ 6 Go)

3-Dématérialisation du flux comptable (HELIOS) :

Ce nouveau protocole enrichi permet de dématérialiser les données comptables de prise en charge (titres, mandats ainsi que les bordereaux avec la mise en œuvre de la signature électronique) et de leurs pièces justificatives. Il vise à remplacer, à terme, les protocoles actuels de transmission des données, variés et non uniformisés sur le territoire national, et nécessairement doublés d'une transmission papier lors de l'envoi à la trésorerie.

Les progiciels distribués par l'ALPI sont en cours d'homologation auprès du pôle national de dématérialisation. L'ALPI engagera en 2011 une homologation de sa plateforme de télétransmission pour permettre aux collectivités de transmettre depuis leurs applications métiers les flux comptables aux trésors publics.

L'ALPI accompagnera ses adhérents vers ce nouveau mode de transmission et sensibilisera notamment les élus sur la notion de signature électronique, obligatoire pour les télétransmissions HELIOS.

4-Portail Environnement Numérique du Travail :

L'ALPI met à disposition un portail d'Environnement Numérique de Travail (ENT) à destination des écoles landaises du 1^{er} degré. Ce projet est le fruit d'un partenariat entre l'ALPI et l'Inspection Académique des Landes. La solution retenue pour la mise en œuvre de l'ENT est « ICONITO Ecole Numérique » édité par la société CAP-TIC en logiciel libre. Cette initiative s'inscrit dans les programmes ENT de l'Éducation Nationale.

École Numérique propose un socle solide de divers services spécialisés. Du minmail qui offre une messagerie sécurisée au sein de l'école, à la gestion de documents personnels en passant par l'annuaire global, les albums photos, l'agenda ou encore le cahier de texte ou de liaison, tous les outils nécessaires à l'expression des travaux pédagogiques individuels sont présents. Ces services ne sont pas seulement mis à disposition des élèves ou du corps enseignant mais des parents. En effet, ICONITO est une solution totalement « Web » et peut être consulté depuis n'importe quel poste connecté à Internet. Ainsi les directeurs ou enseignants peuvent communiquer directement avec les parents ou mettre à disposition diverses informations.

Outil pédagogique avant tout, ICONITO est aussi un outil de communication grâce à ces blogs qui permettent à tout à chacun de découvrir l'école ou les activités entreprises.

L'ALPI assure la partie technique du projet en procédant à l'installation, le paramétrage et personnalisation de l'ENT. Quant à l'Inspection Académique, elle s'occupe de la formation et de l'assistance aux enseignants sur les usages de la solution.

En 2010, une nouvelle version a vu le jour. Cette dernière apporte plus d'autonomie aux directeurs d'école notamment sur la gestion des élèves. L'ergonomie a aussi évolué pour plus de clarté et de simplicité.



170 écoles landaises utilisent le dispositif ENT ICONITO.

5-Archivage électronique : ARCHILAND

L'archivage électronique est un sujet qui préoccupe depuis quelques années l'ALPI, en fait, depuis la mise en place de notre première plateforme dématérialisée : les marchés publics. L'archivage électronique vise à conserver de manière pérenne et dans les durées légales les documents nativement numériques comme les délibérations, les payes, la comptabilité ou encore les marchés publics.

Le projet d'archivage électronique a vu le jour en 2009 regroupant plusieurs partenaires institutionnels : l'ALPI, le Centre de Gestion des Landes, les Archives Départementales et le Conseil général des Landes.

Ce projet complexe et ambitieux a nécessité plusieurs mois de travail pour préparer l'élaboration du système d'archivage électronique qui sera nommé ARCHILAND.

ARCHILAND est la première plateforme d'archivage électronique mutualisée. Elle est unique sur le plan national. « Unique » car elle met en œuvre tout le cycle de vie d'un document en partant de sa création, sa conservation jusqu'à son élimination.

Autre particularité, tous les programmes ayant permis la conception du système d'archivage et ainsi que toutes les documentations afférentes seront librement téléchargeables.

Le projet a été présenté dans une dizaine de cantons à l'automne 2010 afin de sensibiliser les collectivités sur la notion de l'archivage électronique et de son importance.

Nous travaillons encore aujourd'hui sur le projet qui est dans la dernière phase de sa conception. Des démonstrations d'ARCHILAND seront organisées prochainement.

La mise en production d'ARCHILAND est prévue pour le second semestre 2011.

3. Dossiers transversaux suivis par l'ALPI

- Les Ateliers Multiservices Informatiques :

L'ALPI est cosignataire des conventions pour la mise en place des AMI. Elle est présente à chaque étape de la réalisation d'un AMI :

- présentation aux élus de la démarche des AMI
- aide technique à la réalisation du dossier
- aide au recrutement des animateurs nouvelles technologies
- installation du matériel dans les locaux
- formation de 3 semaines de l'animateur
- suivi de la gestion des AMI
- décentralisation de formations gratuites
- réunions de suivi avec l'ensemble des animateurs
- sessions de formation sur divers logiciels avec l'ensemble des animateurs

Le 5 Février 2010 ont eu lieu les 10 ans des AMI à Morcenx.

Les AMI de Peyrehorade et Mugron ont vu le jour en 2010, des dossiers sont en cours de finalisation à Dax, Amou et Castets.

- Les 25 ans de l'ALPI :

Le 26 Novembre 2010, à Morcenx, se sont tenus les 25 ans de l'ALPI, permettant ainsi aux adhérents de découvrir ou redécouvrir l'ensemble des activités du Syndicat Mixte à travers les âges. Chacun aura pu constater les évolutions depuis 1985, et cet anniversaire a été l'occasion de créer une exposition (qui se trouve maintenant à la Maison des Communes), mais aussi différents films retraçant l'historique de l'ALPI, présentant ses activités dans le détail mais aussi de constater le travail en réseau de plus en plus nécessaire pour notre Syndicat.

4. Participations diverses :

- ✓ Plusieurs rencontres de structures départementales gérant l'informatique des communes ont eu lieu cette année. Une association est née de ces échanges qui se nomme DECLIC, réunissant les départements du Gers, de Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, de Gironde, de l'Aveyron, de la Vienne, de la Charente Maritime, du Tarn-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, des Alpes Maritimes, de l'Ardèche, de la Charente, de la Somme, de la Manche, de la Drôme et des Landes.
- ✓ L'ALPI a renouvelé son adhésion à l'Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres pour l'Administration et les Collectivités Territoriales (ADULLACT), association qui regroupe de nombreuses collectivités permettant de mettre à disposition de ces dernières des logiciels libres, sans droits d'utilisation.
- ✓ L'ALPI a participé les 24 et 25 Juin au congrès de l'ADULLACT à Montpellier, permettant ainsi d'intégrer de nombreux groupes de travail nationaux, notamment sur l'archivage, les marchés publics ou la gestion du courrier.
- ✓ L'ALPI participe activement depuis plusieurs années au groupe TIC de l'Association des Maires de France à raison d'une réunion tous les 3 mois, ainsi que des réunions de sous-groupes thématiques sur l'administration électronique.
- ✓ L'ALPI a participé à l'audit des logiciels utilisés par le Conseil Général gérants les musées, les archives et les bibliothèques.
- ✓ L'ALPI participe depuis deux ans au comité de programmation et de pilotage du rendez-vous annuel RURALITIC qui a lieu fin Août à Aurillac. Interventions et participations aux tables rondes les 30 et 31 Août.
- ✓ Participation aux journées du libre le 23 Juin à Montpellier organisées par le syndicat mixte GOGITIS
- ✓ Le 1 juillet se réunissait à nouveau la commission administration électronique départementale à l'initiative de M. le Préfet des Landes.
- ✓ Participation aux journées de travail du SITIV (syndicat mixte) à Lyon le 6 juillet
- ✓ Le 9 Novembre, réception à l'ALPI d'une délégation de l'Oise pour présentation des services de l'ALPI
- ✓ Le 17 novembre, présentation de l'ENT des Landes à Bordeaux aux journées de l'ANAE
- ✓ Le 10 décembre, présentation d'Archiland à Rennes aux journées organisées par MEGALIS Bretagne
- ✓ Participation active au groupe de travail sur le schéma départemental THD mis en place par le SYDEC

Le Président de l'ALPI, Henri EMMANUELLI

Fait à Mont-de-Marsan, le dimanche 1er mai 2011